

«La situation n'impose pas l'interdiction des rassemblements»

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Vot re q u o t i d i e n n a t i o n a l

Quatorzième année - N° 5027 - Mardi 10 mars 2020 - Prix : 10 DA

Université

**Chitour : le système LMD  
«a laminé les formations  
technologiques»**

Page 2

Retour sur le Conseil des ministres tenu dimanche

**Tebboune résolu à mettre de l'ordre dans plusieurs secteurs**

Page 4

**Contre le  
coronavirus  
la finance  
ne peut rien**

Par Mohamed Habili

**A**vec l'épidémie de coronavirus qui poursuit son tour du monde, tous les autres sujets de préoccupation ou d'intérêt, y compris les guerres, sont passés au second plan, quand ils n'ont pas carrément disparu des radars, c'est-à-dire des médias. En d'autres circonstances, l'afflux, ou plus exactement le lâchage par la Turquie de migrants syriens et autres sur la Grèce, en repréailles notamment par rapport à son veto dans le cadre de l'Otan, serait à la une de tous les journaux en Europe, et même probablement en Amérique. Aujourd'hui, c'est à peine s'il en est question. La Turquie n'avait pas compté avec le coronavirus, mal lui en a pris. Elle est obligée maintenant d'envoyer ses gardes-côtes rattraper les barques de migrants se dirigeant vers les rivages grecs, de couper leurs moteurs avant de les remorquer vers leur point d'embarquement chez elle. Mais plus que les guerres, plus que le sport, les spectacles et les musées, et en dehors des milliers de personnes mortes de par le monde, c'est l'économie mondiale qui jusqu'à présent a eu à payer le plus lourd tribut à Covid-19. Et ce n'est qu'un début. Qu'elle puisse se relever, ou au contraire achever de s'effondrer, renouant avec son état de 2008, ne dépend que du virus. S'il prend envie par exemple de muter pour devenir plus mortel qu'il ne l'est à présent, ce qui par chance ne s'est pas encore produit, ce serait un coup dont elle ne relèverait pas de sitôt.

Suite en page 3

**Baisse la plus sévère depuis 1991 : le baril de Brent à 35 dollars**

## Le prix du pétrole dévisse et chute lourdement



PH/D. R.

Les cours du pétrole se sont effondrés hier après la décision de l'Arabie saoudite de casser ses prix de vente et de prévoir une forte augmentation de sa production à la suite de l'échec en fin de semaine dernière des négociations entre l'Opep et la Russie, qui n'ont pas réussi à s'entendre sur des coûts supplémentaires de la production pour enrayer la chute de la consommation d'or noir en raison de l'épidémie de coronavirus. Lire page 2

Conditions de vie à Béni Djellil / Béjaïa

**Des citoyens en colère bloquent  
le siège de l'APC**

Page 3

Spectacle du groupe espagnol «Las Migas» à Alger

**Une forte affluence  
de femmes**

Page 13

Baisse la plus sévère depuis 1991 : le baril de Brent à 35 dollars

# Le prix du pétrole dévise et chute lourdement

■ Les cours du pétrole se sont effondrés hier après la décision de l'Arabie saoudite de casser ses prix de vente et de prévoir une forte augmentation de sa production à la suite de l'échec en fin de semaine dernière des négociations entre l'Opep et la Russie, qui n'ont pas réussi à s'entendre sur des coûts supplémentaires de la production pour enrayer la chute de la consommation d'or noir en raison de l'épidémie de coronavirus.

Par Thinhinene Khouchi

Les cours du pétrole ont subi, hier matin, leur chute la plus sévère depuis la guerre du Golfe en 1991, après l'échec des discussions entre la Russie et l'Arabie saoudite. En effet, dès l'ouverture des marchés pétroliers et dès les premiers échanges, les prix étaient en quasi chute libre après que l'Arabie saoudite eut décidé de baisser ses prix à la livraison, en raison de l'échec de l'Opep et de ses alliés à se mettre d'accord pour soutenir les cours. Vers 11h20 GMT (12h20 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 35,52 dollars à Londres, en baisse de 21,54% par rapport à la clôture de vendredi. A l'ouverture en Asie, il s'est effondré jusqu'à 31,02 dollars, un niveau plus vu depuis février 2016. A New York, le baril américain de WTI pour avril dévissait de 22,02% à 32,19 dollars. Vers 04h30 GMT, il est tombé jusqu'à 27,34 dollars, un plus en quatre ans également. Cette déroute s'explique par la décision de l'Arabie saoudite de baisser unilatéralement ses prix à la livraison, opérant la plus importante réduction en 20 ans. Cette décision a été prise dans la foulée de discussions de l'Opep+ (rassemblant l'Opep et ses partenaires dont la Russie), qui se sont conclues sans accord vendredi alors que l'épidémie de coronavirus provoque des craintes sur l'activité économique et donc la demande mondiale de l'or noir. La Russie,

deuxième producteur mondial de pétrole et qui n'est pas membre de l'Opep, s'était opposée à une nouvelle réduction de 1,5 million de barils par jour. Cette mésentente avait déjà fait plonger les cours du brut de 10% vendredi. Par ailleurs, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a indiqué hier que la demande mondiale de pétrole devrait se contracter cette année, pour la première fois depuis 2009, avec une diminution d'environ 90 000 b/j par rapport à 2019. Compte tenu de «l'extrême incertitude», elle a aussi publié un scénario plus pessimiste (-730 000 b/j) si les régions affectées prennent plus de temps pour se remettre et que le virus s'étend plus largement.

## Abdelmadjid Attar: «Les conséquences sont déjà définitivement négatives pour l'Algérie»

Dans un entretien accordé à l'APS, l'ancien P-dg de Sonatrach, Abdelmadjid Attar, a évoqué les répercussions de la guerre des prix qui va faire tomber les cours autour des 30 dollars sur plusieurs semaines ou plus et a estimé nécessaire que l'Opep poursuive les concertations pour une autre réduction «même modeste». En effet, questionné sur les causes de l'échec des membres de l'Opep et leurs alliés à trouver vendredi dernier un accord sur une réduction supplémentaire de la production de pétrole, afin d'en-



raier la chute des cours causée notamment par l'épidémie de coronavirus, l'expert a indiqué : «Pour le moment il n'y a que la Russie et l'Arabie saoudite qui sauront répondre à cette question, étant donné qu'il s'agit des deux principaux producteurs dans l'Opep+, qui étaient susceptibles de supporter l'essentiel de la réduction projetée de 1,5 million barill/jour, mais dont les intérêts et même les calculs aussi bien économiques que géopolitiques sont très divergents». Concernant l'impact de cette chute, si elle venait à s'inscrire dans la durée, sur l'Algérie, Abdelmadjid Attar a expliqué que «la guerre des prix déclenchée par l'Arabie saoudite va

faire chuter le baril à un niveau proche de 30 dollars sur plusieurs semaines ou plus. Mais à mon avis, cette situation ne durera pas longtemps car l'offre supplémentaire de pétrole de l'Arabie saoudite ou de tout autre pays exportateur finira par ne plus trouver preneur même à très bas prix au vu du niveau très bas de la demande avec des stocks mondiaux au plus haut niveau. Ce qui est très probable, est que le monde s'oriente vers une crise économique mondiale pire que celle de 2008» ajoutant : «Un seul espoir persiste, parce que à moins de 40 dollars, il est possible qu'une partie de la production américaine de pétrole de schiste chute à beaucoup moins

de 8,5 millions b/j, leur production totale étant aujourd'hui de 13 millions b/j». Concernant l'Algérie, l'expert indique que «pour l'Algérie, les conséquences sont déjà définitivement négatives sur l'ensemble des prévisions économiques et budgétaires puisque notre propre loi de finances a été établie sur la base d'un baril à 60 dollars. Une loi de finances complémentaire est inévitable avec un recours probablement plus intense aux réserves financières du pays. C'est plus que jamais le moment d'engager sérieusement et rapidement des réformes profondes à tous les niveaux».

T. K.

## Université

### Chitour : le système LMD «a laminé les formations technologiques»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Chems-Eddine Chitour, a indiqué lundi à Alger qu'il était temps d'évaluer le système LMD qui doit être «adapté» de manière à ce que le master ait une «teinte technologique». «Il est temps d'évaluer ce qui a été réalisé depuis dix ans. Le seul reproche que je fais au système LMD, c'est d'avoir laminé les formations technologiques», a indiqué M. Chitour sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio nationale. «Nous allons adapter le LMD de manière à ce que le master ait une teinte technologique. Il sera appelé master technologique avec l'introduction d'un nombre de modules pour être en phase avec les exigences de l'heure», a expliqué le ministre, faisant observer qu'en 1990, l'Algérie formait près de 8 000 ingénieurs, contre 2 000 ingénieurs sur 350 000 diplômés actuellement, alors que le pays a besoin de dizaines de milliers d'ingénieurs. «Nous ne pouvons pas opérer des changements de manière brutale, il faut procéder de manière progressive et établir un état des lieux afin d'avoir une perspective, puis définir où nous voulons aller. Nous ne faisons pas le procès de ce qui a été déjà fait», a assuré le ministre. Selon M. Chitour, la nouvelle vision de l'université

algérienne, c'est de «former des créateurs de richesses pour rendre l'étudiant capable d'innover et de créer sa propre entreprise», ajoutant que «l'université doit être un énorme incubateur de start-up et de micro-entreprises à même de créer une recherche utile». Enchaînant sur le pôle universitaire de Sidi Abdellah qui compte 12 000 places pédagogiques et six cités universitaires, M. Chitour a estimé que «ce site, dédié aux technologies du futur, sera à l'avenir un Silicon Valley à la taille de l'Algérie». Tout en appelant le ministère de l'Education nationale à «augmenter le nombre de titulaires de bac-mathématiques», M. Chitour a relevé que les métiers du futur «ne sont pas encore mis au diapason en Algérie». Il a cité à ce titre l'intelligence artificielle, la robotique et la nanotechnologie que «l'Algérie se doit d'investir», soulignant la nécessité d'ouvrir des écoles de mathématiques, de biologie, des nouvelles technologies de la biologie, des sciences économiques quantitatives et de droit où les meilleurs enfants d'Algérie, quelle que soit leur provenance, auront la possibilité, de par leur génie propre et leur savoir, d'être mis dans un environnement adéquat afin de donner le meilleur d'eux-mêmes». Dans le même sens, il a rappelé

qu'en 1962, l'université algérienne comptait 2 000 étudiants et une trentaine d'enseignants, contre 1,7 million d'étudiants et 65 000 enseignants dont 7 000 de rang magistral, notant que «beaucoup d'acquis ont été réalisés sur le plan quantitatif et qu'il était temps de passer à la qualité».

### Obligation d'aller vers l'anglais

A une question sur le dernier classement de l'université algérienne dans le monde, M. Chitour a fait remarquer que «l'université algérienne n'a pas de visibilité, malgré une création intellectuelle qui se fait dans les disciplines technologiques». «Nos universitaires créent de l'information scientifique et technique, et réalisent des travaux scientifiques, mais ils ne publient pas dans des revues qui ont une visibilité, d'où la nécessité de les aider à mettre en place des sociétés savantes et des revues dans lesquelles ils auront la possibilité de publier leurs travaux», a-t-il recommandé, soulignant à cet effet «l'obligation d'aller vite vers la langue anglaise». «Il n'est pas question de supprimer le français qui est une langue scientifique, néanmoins le mouvement dans le monde fait que l'an-

glais demeure la langue la plus parlée et l'Algérie ne doit pas rester en marge», a-t-il encore commenté, soulignant que «l'Algérie doit y aller de façon résolue sans catastrophisme». En ce sens, il a relevé que «désormais, les thèses devront être soutenues en anglais pour permettre aux chercheurs de publier leurs travaux», appelant en même temps les universitaires à consentir des efforts pour que les projets de fin d'études soient élaborés en anglais. A une question sur l'instauration d'une «université payante», M. Chitour a affirmé qu'il n'y aura pas d'université payante, plaidant en revanche pour une université qui «crée de la richesse». «En créant de la richesse, l'enseignant pourrait voir son salaire doubler, ce qui va le motiver et permettre ainsi au pays d'aller vers des universités qui bouillonnent d'idées», a-t-il expliqué. Pour ce qui est de l'instauration d'une université privée, il a estimé qu'elle sera «un complément de manière à prendre en charge une partie des étudiants disposant de moyens pour poursuivre leurs études», relevant qu'il préférait la «création d'écoles et d'instituts étrangers en Algérie, telle que l'université américaine tout en respectant les fondamentaux de l'Algérie».

Hani G./APS

## Coronavirus

# «La situation n'impose pas l'interdiction des rassemblements»

■ La situation épidémiologique en Algérie ne nécessite pas, pour le moment, de mesures allant dans le sens de l'interdiction de rassemblements, notamment dans les stades et les mosquées, en raison du coronavirus, indique le directeur de la prévention au ministère de la Santé, Djamel Fourar.

Par Louiza Ait Ramdane

D' Djamel Fourar, qui a dressé hier lors d'une conférence de presse un état des lieux sur l'épidémie du coronavirus, indique qu'«aucune directive n'a été émise par les services du ministère de la Santé allant dans le sens d'interdire les rassemblements, notamment dans les stades et les mosquées, en raison du coronavirus».

Le même avis est partagé par D' Lyes Rahal, directeur général de l'Institut national de santé publique (INSP) et D' Mohamed Yousfi, chef du service d'infectiologie à l'hôpital de Boufarik, qui indiquent que la situation épidémiologique en Algérie ne nécessite pas, pour le moment, de mesures allant dans le sens de l'interdiction. «Actuellement, l'Algérie est en phase 1. Nous sommes dans une phase d'importation du virus. Notre stratégie consiste à intensifier les contrôles aux frontières», a indiqué D' Rahal. Pour lui, chaque phase nécessite des mesures appropriées.

Tout en relevant qu'«il n'existe aucun cas autochtone» de Covid-19 en Algérie, il a rappelé que le ministère de la Santé s'attelle à «établir une enquête épidémiologique pour tous les cas importés afin d'identifier les sujets contacts, les prendre en charge et éviter que le virus ne devienne autochtone» dans le pays. Interpellé sur les étrangers qui arrivent en Algérie, D' Fourar explique que la mise en quarantaine de tous les passagers était impossible à réaliser. Mais, précise-t-il, des mesures sont prises

pour les voyageurs sur lesquels des symptômes peuvent être décelés grâce aux caméras thermiques. «Un dispositif a été mis en place dans les ports, aéroports et frontières terrestres, avec le contrôle grâce aux caméras thermiques. Nous avons adopté une démarche. Lorsqu'une personne arrive avec une fièvre, elle est automatiquement isolée et transférée pour être prélevée et gardée en isolement jusqu'aux résultats. C'est impossible de mettre en quarantaine tout le monde», relève D' Fourar. Cependant, le même responsable, fait état d'une surveillance plus importante au niveau des ports et sur des vols internationaux de pays qui sont les plus touchés par le virus, citant ainsi l'Italie, la France et la Chine. Il n'en demeure pas moins qu'il n'existe pas d'appareil de détection infaillible, relève D' Fourar. «Il y a des personnes qui passent devant l'appareil de détection et qui ne présentent pas de symptômes au moment de leur venue, mais qui tombent malades après leur séjour», détaille-t-il. Par ailleurs, D' Fourar a recommandé aux Algériens d'«éviter» les déplacements à l'étranger afin d'empêcher «l'importation» du coronavirus, mettant en garde contre le risque que celui-ci ne devienne «autochtone». «Le dispositif de surveillance du virus est maintenu et la crainte pour l'Algérie demeure l'importation des cas à travers les voyages à l'étranger», a déclaré D' Fourar, conviant, à nouveau, les citoyens à limiter leurs déplacements à la «nécessité absolue», avant de faire savoir qu'«aucun nouveau cas



PH. D. R.

confirmé» ne s'est ajouté au bilan établi à 20 cas détectés à ce jour. Évoquant l'incident lié à la fuite d'un patient de l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) de Boufarik, Blida, le même responsable a assuré que «ce ne sont pas les conditions d'isolement qui ont justifié ce geste, mais la difficulté pour une personne saine d'accepter de s'enfermer durant 14 jours et de faire l'objet d'une restriction de circulation». Il a ajouté que «même à l'EHS El-Kettar qui offre de meilleures conditions de mise en quarantaine, les personnes qui s'y trouvent sous surveillance éprouvent les mêmes difficultés à accepter leur situation». A ce propos, le chef de service des maladies infectieuses à l'EHS de Boufarik, D' Mohamed Yousfi, a relevé que ce fait «n'est pas propre à l'Algérie», réfutant également que ce soient les conditions d'isolement qui en sont à l'origine, l'imputant plutôt à un

«terrain psychologique» propice, avant d'affirmer que les personnes confinées dans cette structure sont prises en charge «dans de bonnes conditions et dans le respect de leur dignité», depuis leur transfert à une autre unité. Il reconnaît, néanmoins, que cet établissement, érigé en 1972, est l'un des plus anciens que compte le pays, appelant les pouvoirs publics à «prendre leurs responsabilités» en dotant la population de cette ville et celle de toute la région d'une structure hospitalière «qui n'existe pas encore». Par ailleurs, il a tenu à souligner que «le plus important est de poursuivre l'enquête épidémiologique» autour des cas confinés, rappelant que 14 sujets ne présentant pas de symptômes de coronavirus sont en isolement dans cette unité, alors que les résultats des analyses pour huit cas suspects «sont attendus dans la journée».

L. A. R.

## Conditions de vie à Béni Djellil / Béjaïa

### Des citoyens en colère bloquent le siège de l'APC

Plusieurs dizaines de citoyens issus de la commune de Béni Djellil se sont rassemblés, une nouvelle fois, devant le siège de la wilaya de Béjaïa. Les «insurgés» réclamaient le départ de leur exécutif communal et la dissolution de cette Assemblée. Ils dénoncent le manque de volonté des élus de prendre en charge les doléances des citoyens, accusant ces derniers de pendre en otage les populations en raison de leurs calculs politiques

mesquins. Pour les protestataires, depuis l'arrivée de cette nouvelle Assemblée «aucune amélioration du cadre de vie des citoyens n'a été constatée», relevant des dysfonctionnements au niveau de l'APC dus, selon eux, aux calculs politiques des uns et d'autres. Les mécontents demandent «l'intervention du wali pour appliquer la loi et ordonner la dissolution de cette APC», déclare l'un des manifestants. Il est utile de noter que la

mairie de Béni Djellil est fermée depuis un mois par les citoyens de plusieurs localités. Ils réclament «l'aménagement urbain et la viabilisation des réseaux divers (AER, gaz, etc.), l'équipement d'un centre culturel pour sa mise en service réel» et biens d'autres revendications de nature à améliorer la vie des citoyens dans cette localité enclavée. Pour le maire qui intervenait sur la radio locale, «ces gens ne sont pas représentatifs», les appelant à

favoriser la voie du dialogue pour trouver des solutions aux revendications posées, reconnaissant, pourtant, des «carences» qu'il compte prendre en charge dans le cadre des plans communaux de développement. Le maire s'est défendu et a évoqué les différentes opérations réalisées et en voie de réalisation, selon les moyens dont dispose la collectivité.

Hocine Cherta

## Conseil national économique et social

### Installation de Rédha Tir au poste de président du Cnes

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présidé, hier à Alger, la cérémonie d'installation de Rédha Tir au poste de président du Conseil national économique et social (Cnes), en remplacement de Mohamed-Seghir Babes, décédé en 2017. Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie d'installation, M. Djerad a affirmé que la relance

du Cnes et sa mission constitutionnelle dont il est investi en tant qu'institution de la bonne gouvernance nouvelle du développement contribuera, assurément, à l'édification d'une Algérie nouvelle sur la base de la triptyque : développement humain, transition énergétique et économie du savoir et du numérique, représentant un large espace pour la

concertation et le dialogue constructif afin de trouver des réponses collectives et innovantes aux grandes questions de développement du pays. De son côté, le nouveau président du Cnes, Rédha Tir, a indiqué que cette institution consultative, créée en 1968, constitue un outil de soutien de la décision publique et d'ouverture sur les

libertés économiques, collectives et individuelles et d'éclairage de l'opinion publique pour davantage d'adhésion aux politiques publiques. Le Conseil des ministres a approuvé la nomination de Rédha Tir à la tête du Cnes. La présidence du Cnes est restée vacante depuis le décès de Mohamed-Seghir Babes le 7 mars 2017.

R. D.

## LA QUESTION DU JOUR

### Contre le coronavirus la finance ne peut rien

Suite de la page une

A l'inverse, s'il se met à régresser, à relâcher son emprise au lieu de la resserrer, à refluer par conséquent, nul doute que l'économie mondiale n'aura pas beaucoup de peine non seulement à repartir mais même à rattraper les manques à gagner déjà enregistrés. Les secteurs les plus sinistrés, comme le transport aérien et son corollaire, le tourisme, ne tarderont pas alors à reprendre des couleurs. C'est la descente en enfer, si la dégradation actuelle reste sur sa lancée. Aucun pays ne sera épargné, qu'il soit ou non infecté. En toutes circonstances, le meilleur indice qu'une crise économique est en train de se corser, si l'on peut dire, ce ne sont pas les indices boursiers, mais bien le prix du baril de pétrole, l'énergie étant à la base de tout. Quand les officiels chinois disent que la reprise est en bonne voie chez eux, ils n'en veulent pour preuve que la consommation de l'électricité qui est en hausse, ce que les satellites sont à même de vérifier. De fait, c'est bien ce qu'observent les satellites, mais ce que les opposants chinois expliquent tout différemment : les autorités auraient fait éclairer les usines et fait marcher leurs machines à vide, pour justement augmenter la consommation d'électricité et de produits pétroliers. Le baril aurait peut-être passé sous la barre des 30 dollars sans ce subterfuge chinois, pour autant bien sûr qu'il soit authentique. Quand c'est l'économie réelle qui est touchée, la finance n'y peut rien. La seule façon de faire repartir l'industrie, le transport aérien, le prix du baril et le tourisme, c'est de prendre le dessus sur le coronavirus. Tant que cela ne s'est pas fait, on ne peut dans le meilleur des cas que de limiter les dégâts. En l'occurrence, le traitement financier, par la réduction notamment des taux directeurs, comme vient de le faire la Fed, et pour la première fois d'un demi-point, et non d'un quart de point comme à son habitude, est un coup d'épée dans l'eau. Elle le réduirait à zéro, et même plus bas encore, comme le voudrait Donald Trump, que cela ne ferait repartir ni le tourisme, ni le prix du baril, ni l'industrie, ni les concerts, ni les compagnies aériennes.

M. H.

Retour sur le Conseil des ministres tenu dimanche

# Tebboune résolu à mettre de l'ordre dans plusieurs secteurs

■ *Tourisme, énergie solaire, zones d'ombre, ont été, entre autres volets de l'ordre du jour, les secteurs sur lesquels s'est attardé le Conseil des ministres tenu avant-hier sous la présidence de Abdelmadjid Tebboune.*

Par Ghani Y.

**L**e président de la République a mis en avant l'impérative réalisation d'un «véritable» développement du secteur du Tourisme et de l'Artisanat, afin de lui permettre de devenir un outil de productivité, créateur de richesses et de postes d'emploi, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres intervenant au terme d'un exposé présenté par le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Hacène Mermouri, sur le plan d'action de son département ministériel, dans lequel il a procédé à une évaluation de l'état du tourisme, M. Tebboune a relevé «l'impérative réalisation d'un véritable développement du secteur du Tourisme et de l'Artisanat, afin de lui permettre de devenir un outil de productivité, créateur de richesses et de postes d'emploi». Ceci requiert, a-t-il dit, «l'assainissement du foncier touristique, l'encouragement des investissements touristiques écologiques, l'octroi d'incitations en vue d'élargir et d'ouvrir l'investissement touristique productif aux Algériens établis à l'étranger et aux investissements directs étrangers (IDE) dans les zones d'extension touristique, et ce, dans le cadre de la transparence totale». S'agissant de l'artisanat, le président de la République a appelé à «la mise en place de mesures incitatives au profit des artisans, en vue de leur permettre d'exporter leurs produits et des dispositions à même de préserver les métiers et les activités en voie de disparition et de promouvoir les activités de la famille». M. Mermouri a présenté, lors de la réunion du Conseil des ministres, des propositions en vue de la relance de ce secteur vital à même de repositionner l'Algérie sur l'échiquier du tourisme mondial, à travers la création d'une industrie touristique moderne, durable et compétitive dans le cadre d'un développement équilibré. A ce titre, le ministre a proposé la mise en place de mesures «urgentes» aux horizons 2020 et 2021 et d'autres à l'horizon 2024, et ce, par «la structuration des projets touristiques selon les spécificités de chaque région, l'assainissement du foncier touristique à travers l'annulation totale ou partielle des zones d'expansion touristique (ZET), objet de violations, l'accélération du parachèvement des plans d'aménagement touristique des ZET, la création du Fonds de garantie des crédits aux projets touristiques des petites et moyennes entreprises et la suppression de la règle 51/49 en vue d'encourager l'investissement étranger dans le secteur». Le Plan d'action prévoyait également «le renforcement



et l'accompagnement de la formation en vue de promouvoir le tourisme et l'artisanat et l'accompagnement des professionnels dans l'extension de leurs activités par la création de micro-entreprises et de start-up et la sauvegarde des métiers et des activités menacées de disparition».

## Utilisation immédiate de l'énergie solaire dans l'éclairage public à travers toutes les communes

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a insisté sur la nécessité de la mise en place d'une politique d'efficacité énergétique stricte, appelant à «l'utilisation immédiate de l'énergie solaire dans l'éclairage public, à travers toutes les communes de la République et à la conversion au Sirghaz des voitures du secteur public et d'encourager l'acquisition de voitures électriques et d'établir une carte géologique précise du pays pour l'exploitation de nos richesses nationales en vue d'en finir avec le recours systématique à l'importation», selon le communiqué du Conseil des ministres tenu dimanche. Commentant l'exposé présenté par le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, sur le Plan d'action de son département, notamment en matière de transition énergétique en vue d'affranchir le pays graduellement de la dépendance aux hydrocarbures, M. Tebboune a indiqué que «l'objectif à atteindre dans les cinq années à venir est de concrétiser une transition énergétique basée sur l'efficacité

énergétique et les énergies renouvelables de façon à répondre aux besoins de la consommation interne croissante (...) et la généralisation des techniques de pointe pour assurer l'énergie, à l'instar des systèmes d'éclairage intelligent et les détecteurs au niveau des administrations, des structures publiques et du secteur économique». «Notre objectif est la création de postes d'emploi et de la richesse et la préservation de l'environnement, tout en donnant la priorité aux produits nationaux et ce, dans le cadre d'un modèle économique nouveau basé sur la diversification de la croissance et l'économie du savoir», a souligné M. Tebboune. Dans ce cadre, le président de la République a appelé à «la mise en place d'une politique d'efficacité énergétique stricte pour mettre fin au gaspillage et préserver en permanence les ressources énergétiques du pays, valoriser et renouveler les ressources d'hydrocarbure en vue de reconstituer les réserves déjà consommées». Par ailleurs, le président de la République a appelé à «constituer un Haut conseil de l'énergie composé des compétences nationales locales et celles établies à l'étranger, insistant sur l'impératif de traiter avec l'investisseur étranger dans la transparence totale pour éviter toute ambiguïté».

## Nécessité de combler les lacunes et les dysfonctionnements dans les zones d'ombre

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis l'accent sur la

nécessité de combler les lacunes et les dysfonctionnements du réseau postal, notamment dans les zones d'ombre, et ce, en vue de fournir des prestations aux citoyens, aux établissements et administrations, conformément aux standards internationaux, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres tenu dimanche. Intervenant au terme d'un exposé présenté par le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, lequel repose sur «cinq volets portant essentiellement sur la garantie et l'amélioration des prestations offertes aux citoyens notamment dans les zones d'ombre, le soutien aux infrastructures, la contribution aux efforts de développement et la finalisation et la mise à jour du cadre juridique et institutionnel régissant le secteur», M. Tebboune a mis en avant «le rôle vital dévolu au réseau postal en matière de prestations publiques, notamment électroniques, fournies aux citoyens, aux établissements et administrations». Soulignant «la nécessité de veiller à garantir la qualité et la sécurité conformément aux standards internationaux et de combler les lacunes et les dysfonctionnements notamment dans les zones d'ombre», le président de la République a exhorté, à l'occasion, à «promouvoir la contribution des investissements privés dans le secteur de la Poste, des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication ainsi que l'augmentation de la contribution de ce secteur dans le PIB». Le Président Tebboune a également mis en exergue «la nécessité de trouver des solutions pratiques

pour révolutionner le secteur en donnant d'abord la priorité absolue à l'amélioration du réseau internet, la généralisation de la fibre optique et l'utilisation de bureaux de poste mobiles dans les zones rurales pour réduire les dépenses publiques et, partant, garantir des opportunités d'emploi en faveur des jeunes». Le ministre de la Poste et des Télécommunications a indiqué, de son côté, qu'il sera procédé au renforcement de l'utilisation de la fibre optique afin de généraliser l'accès à internet à haut et très haut débit, mais aussi au raccordement des différents établissements nationaux et zones industrielles restantes au réseau des télécommunications. Il est également question de tirer davantage profit des réseaux de téléphonie mobile et de «réorganiser le spectre national des fréquences, outre le lancement de l'e-commerce, la réorganisation d'Algérie Poste, la simplification des procédures relatives aux opérations financières». L'exposé a, en outre, porté sur «la contribution du secteur de la Poste et des Télécommunications à la diversification de l'économie nationale à travers la valorisation des Technoparc, l'encouragement de l'émergence de nouveaux modèles d'investissement, le développement du contenu numérique local et des e-services, la mise en œuvre du système national de signature et de certification électroniques et enfin la coordination avec les secteurs concernés pour la préparation de la loi relative aux règles générales de cybersécurité».

## Changes

# L'euro grimpe, les monnaies liées au pétrole chutent

■ L'euro grimpait face au dollar hier, tandis que les monnaies liées au pétrole chutaient avec l'effondrement des cours de l'or noir.

Par Omar B./APS

Hier matin, l'euro prenait 0,90 % face au billet vert, à 1,1386 dollar. Plus tôt, il a temporairement grimpé de 1,8 %, culminant à 1,1495 dollar, un niveau plus vu depuis fin janvier 2019. Comme l'ensemble des autres marchés, celui des changes réagissait à la chute des prix du pétrole qui tombaient de 20 % après avoir dévissé de 30 %, une ampleur observée pour la dernière fois en 1991 au moment de la guerre du Golfe. Cet effondrement dominait l'actualité financière hier, éclipsant quelque peu, au moins temporairement, les craintes concernant l'épidémie de coronavirus. «Il va sans dire que les devises liées au pétrole sont mises à l'épreuve», ont observé Lee Hardman et Fritz Louw, analystes. Vers 09h45 GMT, le rouble perdait 7,2 % face au dollar, la couronne norvégienne 2,4 % et le dollar australien 0,54 %. A l'in-



verse, «les devises à faible rendement comme l'euro, le franc suisse et le yen ont accru leurs récents gains», ont souligné les analystes. Le yen profitait particulièrement de la panique,

engrangeant 2,75 % face au billet vert, après être monté à un niveau plus vu depuis fin 2016, à 101,57 yens pour un dollar. En période d'incertitudes, les monnaies à faible rendement ont ten-

dance à être privilégiées par les investisseurs car celui-ci risque moins de baisser par rapport à des monnaies qui étaient plus rémunératrices. Pour Naeem Aslam, analyste, la faiblesse du

dollar par rapport aux autres devises non liées au pétrole s'explique ainsi par le fait que les investisseurs «s'attendent à plus d'action de la part de la Fed». La semaine dernière, la Réserve fédérale américaine a baissé par surprise ses taux d'intérêt directeurs de 0,5 point, une première depuis 2008, pour essayer de contrer les craintes induites par la propagation du coronavirus. En baissant ses taux, la Banque centrale américaine cherche à stimuler la croissance mais rend donc le dollar moins rémunérateur et donc moins attractif pour les cambistes.

## Le rouble plonge, entraîné par la chute des prix du pétrole

Le rouble est tombé hier à son plus bas niveau depuis quatre ans, dans un contexte de chute des prix du pétrole après l'échec des négociations entre le chef de file de l'Opep, l'Arabie saoudite et la Russie, deuxième producteur mondial. Le rouble a chuté de plus de 7 %, s'échangeant vers 7h30 GMT à près de 74 pour un dollar américain, un taux qui n'avait plus été observé depuis le début de 2016. Les cours du pétrole se sont effondrés de plus de 30 % en Asie hier matin, leur chute la plus sévère depuis la guerre du Golfe de 1991, après la décision unilatérale de Ryad de baisser ses prix à la livraison. Face à la chute des cours entraînée par l'épidémie du nouveau coronavirus, les ministres du cartel pétrolier avaient tenté vendredi de conclure un accord avec les autres pays producteurs pour réduire la production et maintenir les prix du brut. Mais la Russie, qui n'est pas membre de l'Opep, s'est opposée à une nouvelle réduction de 1,5 million de barils par jour. En réponse, l'Arabie saoudite s'est lancée dans une vaste braderie en effectuant la plus importante réduction de ses prix pétroliers en 20 ans, a rapporté dimanche Bloomberg News. Ainsi, le prix pour le pétrole à destination d'Asie a diminué de 4-6 dollars par baril alors que celui pour les Etats-Unis a été réduit de 7 dollars par baril. Aramco a vendu son baril d'Arabian Light à un prix sans précédent : 10,25 dollars en dessous du baril de Brent de la mer du Nord, selon Bloomberg. Par ailleurs, la Banque centrale russe a annoncé hier qu'elle suspendait ses achats de devises étrangères pour les 30 prochains jours. «Cette décision a été prise pour accroître la prévisibilité des actions des autorités monétaires dans les conditions actuelles de changements importants sur les marchés mondiaux du pétrole». La Banque centrale continuera à surveiller la situation et est prête à utiliser «des instruments supplémentaires afin de maintenir la stabilité financière». O. B./APS

## Allemagne

### L'industrie rebondit en janvier

La production industrielle allemande a sensiblement rebondi en janvier sur un mois, soit avant que la propagation du coronavirus n'atteigne son niveau actuel, selon des chiffres publiés hier par l'institut Destatis. Après un recul de 2,2 % en décembre, contre 3,5 % annoncé initialement, la production industrielle allemande s'est reprise de 3,0 % en janvier sur un mois. Dans le détail, l'industrie a augmenté sa production de 2,9 %, tirée par les biens intermédiaires et d'équipement, et la construction de 4,7 % sur un

mois. Après le rebond des commandes industrielles également observé en janvier, «le premier trimestre ne va pas aussi mal que nous le craignons», mais «les vrais défis arrivent», commente Jens-Oliver Niklasch, économiste chez LBBW. Une allusion à l'incidence attendue du coronavirus qui fait craindre une prolongation de la récession dans l'industrie allemande, déjà observée depuis six trimestres consécutifs, et au-delà de l'ensemble du PIB de la première puissance européenne. Le gouvernement allemand a lui réagi, annonçant

hier matin un paquet de mesures visant à soutenir son économie. Les principales mesures économiques concernent le recours facilité pour les entreprises en difficulté au chômage partiel de leurs salariés, l'octroi de prêts en cas de difficultés de trésorerie et le blocage d'une enveloppe supplémentaire de 12,8 milliards d'euros sur quatre ans pour des investissements d'infrastructure. Côté balance commerciale, l'Allemagne a enregistré un excédent de 18,5 milliards d'euros en janvier, en léger recul après les 19,2 milliards d'euros

affichés en décembre, selon des données corrigées des variations saisonnières publiées également hier par Destatis. Les exportations, à 106,5 milliards d'euros, ont été stables sur un mois tandis que les importations ont augmenté de 0,5 % à 92,7 milliards d'euros. En données brutes, les exportations ont reculé de 2,1 % sur un an, et notamment de 16 % en direction du Royaume-Uni, qui est sorti fin janvier de l'Union européenne, tandis qu'elles ont fléchi de 6,5 % vers la Chine.

Yanis F.

## Ouargla

### 450 candidats ont réussi leurs examens au concours de Sonatrach

Au total, 450 candidats ont réussi à leurs examens, sur plus de 2 000 participants ayant pris part, en février dernier, dans la wilaya d'Ouargla, au concours de recrutement proposé par la Compagnie nationale Sonatrach, a-t-on appris hier auprès des cadres locaux du secteur de l'Emploi. Les candidats admis, dont la liste nominative est d'ores et déjà publiée sur la page Facebook officielle de l'Agence nationale de l'em-

ploi (Anem) de la wilaya de Ouargla, effectueront une formation professionnelle assurée par l'Institut algérien du pétrole (IAP), spécialisé dans l'encadrement du personnel recruté par Sonatrach dans différentes spécialités et filières liées au secteur des hydrocarbures, a-t-on précisé. Ouvert aux candidats titulaires de diplômes universitaires (Bac+5, Bac+4 et Bac+3) dans plusieurs spécialités, et inscrits au niveau des

services locaux de l'Anem, ce concours offrait 515 postes d'emploi dans divers domaines techniques et administratifs, a-t-on ajouté. Le concours fait partie des épreuves organisées par Sonatrach, en coordination avec les partenaires concernés, à l'instar du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, dans le but notamment de donner une nouvelle opportunité de carrière aux jeunes diplômés de

cette wilaya du sud-est du pays et d'attirer des compétences susceptibles de répondre aux besoins en personnels qualifiés du Groupe Sonatrach, indique la source. Concernant les 65 postes d'emploi restants ainsi que ceux proposés au concours de 2018 (102 postes), ils seront programmés prochainement dans le cadre d'une nouvelle offre, selon la même source de l'Anem.

Hafid D.

## Ghardaïa

# 1 000 hectares de terres agricoles non exploitées récupérées en deux mois

■ Une superficie de plus de 1 000 hectares de terres attribuées dans le cadre de la mise en valeur agricole à des investisseurs et restées inexploitées, a été récupérée dans la wilaya de Ghardaïa depuis le début de l'année en cours, a appris lundi l'APS du directeur des services agricoles (DSA).

Par May T.

Cette superficie a été récupérée suite à l'opération d'assainissement du foncier agricole, qui se poursuit dans la wilaya de Ghardaïa, a précisé le DSA, Mustapha Djakboub.

Un total de 101 598 ha de terres attribuées et restées inexploitées a été récupéré, après une vérification sur le terrain, depuis le lancement de l'opération d'assainissement du foncier agricole en 2016, a-t-il fait savoir.

Plus de 4 350 bénéficiaires ont été déchés de l'attribution et ont reçu des arrêtés d'annulation après vérification sur le terrain et plusieurs mises en demeure, a-t-il précisé, ajoutant que plus de 150 000 ha, soit près de 50% des terres attribuées dans le cadre de mise en valeur, sont également concernés par cette opération d'assainissement du foncier agricole dans la wilaya de Ghardaïa.

Sur un total de 257 625 ha de terres attribuées à plus de 10 000 investisseurs, dont 210 080 ha dans le cadre de l'accès à la propriété foncière agricole (APFA), seuls 50 000 ha ont été travaillés

et exploités, soit 20 % des terres attribuées, a relevé de son côté le responsables des statistiques à la DSA, Khaled Djebrit.

La plupart des terres attribuées pour l'investissement agricole sont circonscrites dans les régions à fortes potentialités hydriques, situées au sud de la wilaya le long de la RN-1, dans les communes de Mansoura, Hassi-Lefhal, Hassi-El-Gara et El-Menea, ainsi qu'au nord de la wilaya dans les communes de Berriane et Guerrara.

Facteur important d'attractivité de l'investissement créateur de richesses et d'emplois, le foncier est devenu un levier essentiel pour la promotion agricole et le développement rural, d'où l'importance de sa valorisation par la

mise en valeur.

Les pouvoirs publics ont consenti des efforts importants pour assurer une offre en foncier agricole qui réponde aux besoins de développement du secteur et à la promotion de l'investissement en créant les conditions propices permettant aux investisseurs et autres agriculteurs de contribuer à relever les défis de l'autosuffisance alimentaire et de la sécurité alimentaire, dans une conjoncture internationale marquée par un renchérissement constant des denrées alimentaires, a conclu le DSA de Ghardaïa.

M.T.



## Constantine Augmentation «remarquable» de la production laitière

La production laitière a enregistré une augmentation «remarquable» dans la wilaya de Constantine, au titre de la saison agricole 2018-2019, atteignant 72,895 millions de litres contre 64,163 millions lors de la saison 2017-2018, a-t-on appris

dimanche auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Cette hausse représentant 13,61 % constitue un saut «significatif» pour la filière lait, dont la production ne dépassait pas 40 millions de litres au cours des dernières années, a indiqué, à

l'APS, Yacine Ghediri. Les services agricoles ont enregistré la production de 69.413 litres de lait de vache, pour une valeur estimée à 3,64 milliards de dinars, tandis que le reste représente le lait de chèvre, a fait savoir le même responsable,

assurant que la fixation des éleveurs dans leurs localités d'origine, constitue l'un des facteurs ayant contribué au développement de cette filière. En outre, l'abondance du fourrage à travers toute les communes de la wilaya a également contribué à l'augmentation de la production laitière, a ajouté le même responsable, soulignant que la DSA compte plus de 700 éleveurs à Constantine. Relevant l'existence de 15 variétés de fourrages entre sec et vert destinées à l'alimentation du bétail dans la région de Constantine, le même responsable a fait savoir que ces fourrages contribuent à assurer l'alimentation de plus de 40 000 têtes bovines et 167 000 têtes ovines dans la wilaya.

Au titre de l'actuelle saison agricole, 227 éleveurs ont pris part à une session de formation sur la promotion et la valorisation de la filière lait, a-t-on signalé.

M. L.

Ali T.

## Mila

## Production de plus de 2,250 millions de litres d'huile d'olive

Une quantité de 2,251 millions de litres d'huile d'olive a été produite dans la wilaya de Mila durant la saison agricole 2019/2020, a annoncé dimanche un responsable auprès de la direction des services agricoles (DSA). La production enregistrée durant l'exercice en cours a dépassé celle de la campagne écoulée, qui s'est établie à 2 millions de litres, a indiqué, à l'APS, le chef du service de l'organisation de la production et du soutien technique par intérim, Mohamed Bouleffat.

Une quantité de 121 606 quintaux d'olives de la production oléicole dans cette wilaya a été réservée à l'extraction avec un rendement

atteignant 19 litres/quintal, contre un rendement d'environ 17 litres/quintal pour une quantité de 116,44 quintaux d'olive réservée à cet effet la saison dernière, a précisé le même responsable.

La campagne oléicole dans la wilaya de Mila a connu cette saison une production considérable d'olives de table, estimée à près de 22 000 quintaux, a fait savoir M. Bouleffat. «Cette année, la hausse de la production d'huile d'olive a été possible grâce aux conditions climatiques favorables, avec une pluviométrie suffisante et à des périodes clés de l'évolution des oliviers», a expliqué la même source. Les efforts consentis pour le

développement de la filière oléicole ont permis l'extension des surfaces productives à 8 539 hectares sur un total de surface oléicole de l'ordre de 12 101 ha, a-t-on souligné, relevant l'augmentation de la superficie réservée à l'oléiculture d'année en année conséquemment à l'exécution du programme du ministère de tutelle relatif au soutien et au développement des localités montagneuses dans vingt communes sur les 32 que compte cette wilaya. Dans le cadre du même programme, plus de 600 vergers oléicoles ont bénéficié de plants d'oliviers destinés à la plantation, a-t-on signalé.

M. L.

Ali T.

## Bouira

## Onze communes privées d'eau potable à cause d'«un litige» entre El Asnam et Haizer

Onze communes de l'Est et du Sud de la wilaya de Bouira ont été privées d'eau potable depuis samedi matin suite à la fermeture des vannes du réservoir principal de Guemgouma par des citoyens à cause d'«un litige» lié à une source entre les communes d'El Asnam et Haizer.

Plusieurs localités de la communes d'El Asnam, dont notamment Tiassassine, sont privées d'eau potable depuis plus de quatre mois et ce suite à un acte de sabotage commis par des «individus issus de la commune

de Haizer ayant cassé et endommagé la conduite principale provenant de la source de Thinzert, située à Haizer, ont indiqué des personnes, ayant participé à la fermeture dudit réservoir en guise de protestation à cette situation.

D'après les détails fournis par le président de l'assemblée populaire communale (APC) d'El Asnam, Ainouche Hammouche, les villageois de Tiassassine et bien ceux des autres villages limitrophes ont été victimes d'un acte de sabotage commis il y a plus de quatre

mois par des inconnus, qui ont cassé et endommagé la conduite provenant de la source de Thinzert afin de priver ces localités d'El Asnam d'eau potable.

«Cet acte a poussé les habitants de la commune d'El Asnam à hausser le ton en procédant à la fermeture du réservoir, ce qui a causé une interruption de l'alimentation en eau potable dans plusieurs communes», a expliqué M. Ainouche. «Les onze communes privées d'eau potable depuis samedi matin sont Bouira, Bechloul, El Asnam, Haizer, Ath Laâziz, Ath Laqsar, Taguedit,

Bordj Khris, Mesdour, Ouled Rached, Oued El Bardj», a précisé à l'APS la chargée de la communication de l'ADE, Khellife Souad. En fin d'après midi, des représentants de la municipalité d'El Asnam ont été reçus par le wali Lakhil Ayat Abdeslam en présence des directeurs de l'ADE ainsi que des services hydrauliques de la wilaya. A l'issue de cette réunion, M. Lakhil Ayat a chargé le directeur des ressources en eau et ses services d'explorer les différentes sources d'eau dont dépose Haizer afin de procéder par la suite au règle-

ment de ce conflit. M. Lakhil Ayat s'est engagé également à prendre en charge les différentes doléances soulevées par les citoyens d'El Asnam et ce dans le but d'améliorer leurs conditions de vie. «Nous nous sommes entendus avec les autorités de la wilaya pour que l'alimentation soit relancée à partir de dimanche 17h30 afin d'approvisionner les communes touchées par la coupure», a expliqué à l'APS Mohamed Belaha, représentant des citoyens protestataires.

R. R.

Algérie/Libye

# Un responsable libyen met en avant le rôle de l'Algérie dans le règlement de la crise libyenne

■ Un responsable libyen a exprimé, dimanche à Alger, sa conviction en la capacité de l'Algérie à jouer un rôle dans le règlement de la crise en Libye, insistant sur l'impératif de collecter les armes et d'assurer une répartition équitable des richesses du pays pour aller vers un dialogue permettant de construire «une Libye démocratique, unie et stable».



Par Mondji B.

«**N**ous sommes convaincus que l'Algérie est capable de jouer un rôle dans le dialogue pour le règlement de la crise qui prévaut en Libye depuis 2011», a déclaré Abdelhadi Lahouij (ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale au gouvernement libyen de transition) lors d'une conférence sur «la crise en Libye et ses répercussions sur les pays du voisinage», tenue au siège du parti Front El Moustakbal en présence du président du parti, Abdelaziz Belaid, des cadres du parti ainsi que le Secrétaire général du Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe (UMA), Saïd Mokaddem.

«Nous accueillons favorablement le rôle de l'Algérie et voulons qu'elle (l'Algérie) et la Tunisie également interviennent, étant des pays du voisinage», a-t-il déclaré, affirmant que la persistance de l'anarchie entraînera la prolifération des armes dans les pays du voisinage libyen.

Souhaitant l'aboutissement de l'approche algérienne, le responsable libyen a dit : «Nous ne voulons pas que les scénarios de l'accord de Skhirat, de Paris ou d'Abu Dhabi se reproduisent, car ayant échoué».

Le responsable libyen a affirmé que «les constantes» du (gouvernement libyen de transition) consistent en la collecte des armes et la distribution équi-

table de la richesse (en allusion à la rente pétrolière), puis le recours au dialogue pour l'édification d'une Libye nouvelle unie et démocratique.

«Nous ne pouvons aspirer à une Libye démocratique et unie avec la prolifération de 21 millions d'armes et la présence de 300 groupes armés, dont certains appartenant à des groupes terroristes», a-t-il poursuivi.

«Nous prônons la paix et la coexistence, la gouvernance n'est pas notre problème», a souligné le même responsable, avant d'ajouter : «Nous devons travailler en perspective d'une Libye nouvelle qui préserve ses décisions nationales, une Libye unie et stable et nous n'accepterons aucune présence militaire étrangère». «La Libye appartiendra uniquement aux Libyens et veillera à consacrer l'unité et la stabilité», a-t-il soutenu, soulignant la volonté de son pays d'entretenir ses relations avec

les pays voisins de par leur avenir commun, et à tirer profit de leurs expériences de développement et celle de la concorde civile», allusion à l'expérience de la réconciliation nationale adoptée par l'Algérie.

Le responsable libyen a mis en exergue le besoin de la Libye à l'Algérie, arguant : «Nous voulons des contributions inhérentes à l'expérience de la concorde civile, tout comme nous invitons les entreprises algériennes à venir investir en Libye».

A une question de la presse, il a annoncé des visites prochaines à Alger de hauts responsables libyens.

Pour ce qui est de la démission de l'envoyé spécial de l'ONU en Libye, le même responsable a indiqué que «Ghassan Salamé a consenti des efforts mais son diagnostic à l'égard de la crise libyenne était incorrect», adressant, en revanche, ses remerciements à l'envoyé onusien démis-

sionnaire pour ses efforts en Libye.

Pour sa part, le président du parti Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaid, a déclaré que «la Libye est une partie importante de la profondeur stratégique de l'Algérie, de même pour l'Algérie par rapport à la Libye», soulignant que l'Algérie est convaincue que «la situation prévalant en Libye doit être résolue dans le cadre d'un dialogue sincère entre les parties libyennes et sans intervention étrangère».

Il a précisé que «la Libye qui a soutenu l'Algérie ne peut trouver de notre part que soutien», affirmant que son parti est en faveur des démarches visant à mettre un terme à la crise dans ce pays et refuse «toute tentative de division en Libye ou lui porter atteinte par le biais d'une guerre par procuration».

M. Belaid a souligné que «le règlement de la crise intervient à travers un dialogue global dans

lequel les parties libyennes surpassent les questions étroites».

## Boukadoum : l'Algérie poursuivra ses efforts pour le règlement de la crise en Libye

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a affirmé, dimanche à Alger, que «l'Algérie poursuivra ses efforts pour le règlement de la crise en Libye», relevant la possibilité d'enregistrer des développements «positifs dans les prochains jours». Dans une déclaration à l'APS, en marge d'une cérémonie organisée au Palais du peuple et présidée par le président de la République à l'occasion de la Journée internationale de la femme, M. Boukadoum a affirmé que l'Algérie «poursuivra ses efforts pour le règlement de la crise en Libye», ajoutant que «la visite en Algérie de Abdelhadi Lahouij (ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale au gouvernement libyen de transition), s'inscrit dans ce cadre».

«Il y aura des développements (dans le règlement de la crise libyenne) dans les prochains jours. J'espère qu'ils seront positifs», a ajouté le chef de la diplomatie algérienne.

S'agissant de la démission de l'envoyé spécial de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, M. Boukadoum a exprimé son souhait de voir nommer dans les plus brefs délais un nouvel émissaire, accepté par tous et à équidistance de toutes les parties.

Par ailleurs, et à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme, le ministre des Affaires étrangères a affirmé «qu'en dépit d'une présence modeste de la femme algérienne au sein du corps diplomatique, nous avons des femmes diplomates et parmi elles d'éminentes ambassadrices, qui ont accompli un rôle important dans ce domaine et qui ont pu, grâce à leurs efforts, honorer l'Algérie et la femme algérienne».

M. B./APS

## Attaque terroriste à Tunis Le Conseil consultatif de l'UMA condamne

Le Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe (UMA) a condamné l'attaque terroriste ayant ciblé, vendredi, une patrouille de sécurité à Tunis, qui a fait plusieurs victimes et des dégâts matériels, réaffirmant sa position constante rejetant tout projet terroriste.

«L'UMA condamne et dénonce avec force les agressions terroristes, sous toutes leurs formes : radicalisme, extrémisme et violence, comme moyen pour porter atteinte à la sécurité, à la sérénité et à la quiétude des sociétés et des populations», a indiqué l'UMA dans un communiqué.

Le communiqué a appelé tous les membres de la communauté internationale à «se dresser avec force et vigueur contre ces actes criminels et terroristes», exhortant les pays maghrébains à davantage de «coopération et de solidarité et à conjuguer les efforts pour lutter et combattre tous ces phénomènes étrangers à nos sociétés et qui sont contraires à toutes les religions divines et positivistes». Dans son communiqué, l'UMA

a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes de cet acte ignoble, souhaitant un prompt rétablissement aux blessés.

Le double attentat-suicide a entraîné la mort des deux assaillants qui ont pris pour cible une patrouille de sécurité dans le quartier des Berges du Lac, près de l'ambassade américaine à Tunis, et blessé cinq policiers et un civil, légèrement. L'un des policiers est décédé suite à ses blessures.

Kamel L.



## Nucléaire

# L'Iran continue d'inquiéter la communauté internationale

■ L'Iran est de nouveau sur la sellette pour ses activités nucléaires : les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont constaté un accroissement important de son stock d'uranium enrichi et ils se sont vu refuser l'accès à deux sites qu'ils souhaitaient vérifier.

Par Rosa C.

Ces nouveaux développements laissent augurer de débats tendus au Conseil des gouverneurs de l'agence onusienne qui se réunit toute la semaine à Vienne. D'importantes bornes fixées par l'accord de 2015 entre l'Iran et les grandes puissances (JCPOA) ont sauté. Téhéran a lancé le processus d'enrichissement d'uranium dans ses centrifugeuses avancées récemment installées, repris le processus d'enrichissement dans l'usine souterraine de Fordo et dépassé le taux d'enrichissement autorisé, fixé à 3,67 %. La République islamique entend ainsi répliquer aux États-Unis de Donald Trump qui se sont unilatéralement retirés, en 2018, de cet accord historique visant à l'empêcher de se doter de l'arme atomique. Conséquence de cette intensification du programme nucléaire iranien, le stock d'uranium faiblement enrichi de l'Iran, de

1 020,9 kilos, est désormais cinq fois supérieur au seuil autorisé, selon le rapport de l'AIEA daté du 3 mars. En revanche, alors que Téhéran avait annoncé le 5 janvier la fin de toute restriction sur son programme nucléaire, et notamment la levée des limitations du nombre de centrifugeuses, aucun changement notable dans ses installations n'a été constaté depuis cette date, selon ce rapport et des diplomates interrogés par l'AFP. La quantité autorisée n'a pas été fixée au hasard. C'est le résultat d'un calcul précis destiné à définir le «breakout time», c'est-à-dire le temps qu'il faudrait en théorie à l'Iran, avec une limite de 5 060 centrifugeuses, pour obtenir le matériau destiné à une bombe nucléaire. Avec l'accord de Vienne, ce délai était d'environ un an. L'accroissement du stock d'uranium faiblement enrichi dont dispose l'Iran constitue une «importante préoccupation», explique un diplomate. Il réduit le «breakout time» à quelques mois

selon les experts. Mais accumuler l'uranium ne suffit pas ; il faut aussi l'enrichir à un taux de 90 % pour qu'il soit utilisable à des fins militaires. A ce stade, Téhéran n'a pas dépassé le taux d'enrichissement de 4,5 %. «On n'est pas encore dans une zone d'alerte rouge», note l'ancien ambassadeur de France en Iran, François Nicoullaud. Le régime iranien a toutefois nié vouloir se doter de la bombe. Le stock actuel d'uranium est bien inférieur à ce qu'il était avant le JCPOA. Démarche singulière depuis la signature de l'accord, l'Iran a refusé en janvier des inspections sur deux sites que souhaitait vérifier l'AIEA. Le nouveau patron de l'agence, Rafaël Mariano Grossi, a «tiré la sonnette d'alarme» et demandé plus de transparence à l'Iran. Ces deux sites n'ont cependant pas de lien avec les activités actuelles de l'Iran. Selon plusieurs sources diplomatiques, ils ont trait aux projets nucléaires militaires du pays dans les années 2000. Les deux sites inaccessibles composent parmi un total de trois positions liées à l'hypothèse de «matériel nucléaire et d'activités nucléaires non déclarés», selon l'agence. «L'AIEA est une agence



PH. > D. R.

technique et elle a l'obligation de tirer au clair ces présomptions» car, en tant qu'État signataire du Traité de non prolifération (TNP), l'Iran doit signaler tous les sites contenant du matériel nucléaire, remarque François Nicoullaud. Téhéran a cependant vertement répliqué en jugeant ces réclamations illégitimes et télégraphées par Israël et les États-Unis. Israël affirme disposer d'archives iraniennes prouvant que la République islamique a dissimulé, dans les années 2000, des

sites de fabrication d'armes nucléaires. Sur le volet de ses activités nucléaires actuelles, l'Iran collabore en revanche sans difficulté avec les inspecteurs de l'AIEA qui ont accès à tous les sites nécessaires. Indépendamment de cette affaire, Paris, Londres et Berlin ont déclenché le 14 janvier le mécanisme de règlement des différends (MRD) prévu dans l'accord de 2015 afin de contraindre Téhéran à revenir au respect de ses engagements.



## Commentaire

### Frontières

Par Fouzia Mahmoudi

Ces dernières semaines Marine Le Pen a souvent rappelé l'importance des frontières à l'occasion de la crise liée au coronavirus. Mais aujourd'hui, c'est Recep Tayyip Erdogan qui lui offre une nouvelle opportunité de répéter l'intérêt qu'ont les nations européennes et en particulier la France à faire respecter les limites de son territoire. Marine Le Pen a ainsi appelé cette semaine l'Union européenne à «menacer» de «sanctions» le président turc. Elle a également appelé Emmanuel Macron à «remettre en place nos frontières», face à «l'acte de guerre» selon elle d'Ankara qui a permis un afflux de migrants aux frontières grecques. Le dirigeant turc est attendu cette semaine à Bruxelles où il doit aborder la question migratoire alors que des dizaines de milliers de migrants tentent de passer la frontière entre la Turquie et la Grèce. Il avait annoncé le 29 février qu'il cessait de respecter un accord de mars 2016 prévoyant que les migrants restent en Turquie, en échange d'une aide financière européenne à Ankara. «Il va falloir faire preuve de fermeté à son égard, lui dire que forcer des migrants, de manière violente, à essayer de passer une frontière d'un pays européen est inadmissible, il faut le menacer et mettre en œuvre des sanctions si nécessaire», et «que les pays européens envoient des hommes pour aider les Grecs à tenir leurs frontières», a estimé la présidente du Rassemblement national. Elle a critiqué la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, qui est «en train de dire que, ce qu'il faut, c'est payer à nouveau les Turcs, encore donner à peu près 500 millions aux Turcs qui sont en train de mener ce qui normalement s'analyse en un acte de guerre». «On ne peut pas se comporter ainsi totalement soumis à l'égard de la Turquie (...) Si la Commission européenne définitivement est incapable de protéger les pays européens, il faut que les dirigeants européens se protègent eux-mêmes», a-t-elle insisté, en «demandant à Emmanuel Macron immédiatement de rappeler notre ambassadeur, de renvoyer l'ambassadeur turc en Turquie» et «surtout» de «remettre en place nos frontières». Une source européenne avait indiqué jeudi à l'AFP que la Commission européenne prépare une nouvelle aide additionnelle de 500 millions d'euros pour les réfugiés syriens en Turquie et plusieurs autres mesures afin d'apaiser les tensions avec Ankara. Si le constat de Marine Le Pen est aujourd'hui sans appel, il sera néanmoins difficile pour les Européens de changer du jour au lendemain leur politique envers la Turquie qu'ils ont choisi de brosser dans le sens du poil plutôt que de risquer les prévisibles crises de colère d'un Erdogan qui cherche encore et toujours à les punir pour avoir refusé Ankara au sein des pays membre de l'Union européenne. F. M.

### Soudan

## Le Premier ministre Abdallah Hamdok échappe à un attentat à Khartoum

Le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok a échappé hier à un attentat à la bombe dans la capitale soudanaise Khartoum, ont annoncé son chef de cabinet et des médias d'Etat. «Une explosion s'est produite au passage de la voiture du Premier ministre Abdallah Hamdok mais grâce à Dieu personne n'a été touché», a écrit son chef de cabinet, Ali Bakhit, sur son compte

Facebook. Un responsable du Conseil des ministres a confirmé que «M. Hamdok a échappé à un attentat». «Le Premier ministre a été visé par une tentative d'assassinat mais il se porte bien et a été transporté dans un lieu sûr», a ensuite annoncé la télévision d'Etat. Radio Om Dormane a indiqué que le convoi du Premier ministre avait été visé par des tirs d'armes automatiques au

moment de l'explosion, ajoutant que M. «Hamdok a été transporté dans un hôpital».

Le lieu de l'explosion survenue à Kober, un quartier du nord-est de Khartoum, a été bouclé par les forces de l'ordre. Les images de deux véhicules endommagés par l'explosion ont été diffusées par la télévision d'Etat. H. Y.

### Niger

## Huit militaires tués dans une attaque terroriste dans le sud-est

Au moins huit militaires nigériens ont été tués et d'autres blessés dans une attaque terroriste perpétrée samedi par le groupe terroriste Boko Haram contre leur camp à Chetima Wongou, près de Chétimari, à 25km de Diffa (extrême sud-est) du Niger, près de la frontière avec la Nigeria, ont indiqué dimanche des sources sécuritaires. L'attaque avait été rapportée samedi par des sources locales qui n'avaient pas fourni de bilan de pertes humaines. Plusieurs véhicules et autres matériels militaires ont également été dérobés par les

assailants à l'issue de violents combats. Ils ont saccagé le camp avant de se replier, ont précisé les mêmes sources. Les terroristes sont venus en nombre à bord de plusieurs véhicules lourdement armés, a-t-on indiqué, et ont traversé le bassin du fleuve Komadougou-Yobé faisant office de frontière naturelle entre le Niger et le Nigeria pour mener leur attaque. Les soldats blessés sont pris en charge actuellement au centre hospitalier régional (CHR) de Diffa, ont précisé des sources locales. Les localités de cette partie du Niger subissent depuis près de quatre

ans les attaques meurtrières des terroristes de Boko Haram à partir de ses positions au Nigeria, qui ont fait des centaines de victimes civiles et militaires et plusieurs dizaines de milliers de déplacés dans les deux pays. Depuis quelque temps, on a assisté à une relative accalmie grâce notamment à l'engagement de l'armée nigérienne et aux opérations de grande envergure entreprises depuis près de deux ans par une force multinationale mixte composée des armées du Tchad, du Niger, du Cameroun et du Nigeria, selon des observateurs locaux.



Spectacle du groupe espagnol «Las Migas» à Alger

# Une forte affluence de femmes

■ *Nombreuses sont les femmes qui ont dansé, dimanche, sous les rythmes du flamenco au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi. Organisé dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme, ce concert intitulé «Cuatro» était animé par la troupe féminine espagnole Las Migas. L'évènement qui était marqué par une forte affluence du public se veut une passerelle artistique entre les deux rives de la Méditerranée.*

Par Abla Selles

Une ambiance festive a régné dimanche à la salle de spectacles Mustapha-Kateb du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA) en célébrant la Journée internationale de la femme. En effet, un concert de flamenco a été animé à cette occasion par l'ensemble féminin espagnol «Las Migas». Intitulé «Cuatro», cet évènement qui était marqué par une forte affluence de femmes était une occasion pour découvrir les quatre musiciennes, toutes aussi créatives que virtuoses. Ces dernières ont enflammé la salle durant plus d'une heure, étalant une dizaine de pièces tirées essentiellement de leur dernier album «Cuatro».

Fringantes et enjouées, Carolina Duran au violon, Marta Robles et Alicia Grillo aux guitares ainsi que Carolina Fernandez au chant et à la danse, ont fait montre de toute l'étendue de leurs talents respectifs, mettant de l'entrain dans la salle en faisant participer le public dans une ambiance joyeuse et festive.

Au-delà de leur génie et leur



savoir-faire, les quatre femmes ont depuis toujours affirmé leur volonté de s'affirmer en bravant, une fois de plus lors de cette journée internationale dédiée à la femme, les «qu'en dira-t-on» des conservateurs phalocrates qui voient d'un mauvais œil la femme assurer le rôle de l'accompagnement et du solo à la guitare dans le genre flamenco, préférant la cantonner unique-

ment au chant et à la danse.

Entre autres pièces traditionnelles figurant dans leur dernier opus et reprises sur la scène du TNA, «Alegrias», «La Zarzamora», «Gitana Hechicera» et «La Tarara» (la folle), un chanson populaire du XIX<sup>e</sup> siècle qui raconte l'histoire d'une jolie fille qui dansait dans les champs pour le plaisir des paysans travaillant la terre et qui avait inspi-

ré le grand poète espagnol Federico Garcia Lorca dans l'écriture de sa célèbre poésie éponyme.

Extraites du dernier opus du groupe, les pièces «Playa Sanlúcar», «Vente conmigo», «Rumba Lorca», «Tangos de la Repompa», «Con lo bien que yo estaba sola», «Ojos Verdes», «Solo violin», «La maleta», «Me Mueve el aire» et «Tu boca» (ta

bouche) ont été rendues dans un élan créatif et une maîtrise technique très appréciés par le public. Les sonorités des cordes piquées et les accords renversés de la guitare de Marta Robles et Alicia Grillo, caractérisant le genre flamenco, ont été renforcés par les dissonances harmoniques et les envolées phrasiques de Carolina Duran au violon, donnant un champ d'expression plus contemporain, ouvert sur l'ensemble du bassin méditerranéen, à une musique représentative d'un genre autochtone.

Chanteuse et danseuse du quatuor, Carolina Fernandez a séduit l'assistance avec une voix rauque, présente et étoffée, portée par la fermeté du pas et du regard, la grâce du geste précis et l'élégance du mouvement.

Attendu hier au théâtre régional «Azeddine-Medjoubi» à Annaba et aujourd'hui à la salle «Ahmed-Bey» au Zenith de Constantine, le concert «Cuatro» du groupe «Las Migas» est organisé par l'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec le TNA.

A. S.

## Exposition de photographies

### Hommage rendu à la femme targuie

Une exposition de photographies dédiée à la femme targuie, son rôle social et sa place dans les fêtes populaires dans la région du Tassili N'Ajjer a été inaugurée, dimanche à Alger, par le photographe Sid Ahmed Menasria.

Organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) à la villa Dar Abdeltif, cette exposition d'une trentaine de clichés, intitulée «La femme dans la société touareg» est organisée à l'occasion de la Journée internationale des femmes.

L'objectif du photographe a saisi l'occasion de la fête de la Sbiba (classée au patri-

moine mondial de l'humanité par l'Unesco) pour capter la beauté des costumes traditionnels, des bijoux artisanaux et des tatouages au henné dont se parent les femmes pour célébrer cet évènement.

Sid Ahmed Menasria met en exergue, avec des portraits, les nombreuses musiciennes qui officient pendant cette fête ancestrale, organisée chaque année dans le lit de Oued Djanet, et continuent à initier les plus jeunes pour perpétuer cette tradition.

En plus des photos des doyennes des ksours de Djanet, l'artiste propose des portraits d'enfants de la région et des clichés

immortalisant les majestueuses danses touareg ainsi que les différentes étapes de la Sbiba, une fête populaire annuelle parmi les plus importantes chez les Touareg.

Sid Ahmed Menasria expose également des clichés d'enfants pris dans les écoles traditionnelles d'enseignement du Coran.

Une collection de photographies est aussi consacrée à l'architecture des ksours, constructions traditionnelles adaptées au climat de la région, intégrant des matériaux locaux et réutilisables qui en font un habitat écologique.

F. H.

## Festival de la culture et de la chanson kabyles à Béjaïa

### Tomber de rideau de la onzième édition

Le rideau est tombé dimanche après-midi sur le 11<sup>e</sup> Festival local de la culture et de la chanson kabyles, clôturé par un frénétique gala artistique, déroulé par les femmes et pour les femmes, l'évènement coïncidant avec la célébration de la Journée internationale de la femme.

Dans une salle archicomble, tout en couleur et en parfum, Thanina, Drifa Hennad, Nessorine, Wissam et d'autres, se sont relayés sur le plateau pour gratifier le public d'un récital prenant et varié qui a transporté et fait tremousser jeunes et moins jeunes.

De beaux textes, notamment ceux écrits ou chantés par l'artiste disparue Djamilia, de belles compositions et de merveilleuses interprétations, il n'en fallait pas tant pour mettre le feu

à la grande salle du théâtre qui a vibré sans compter et sans réserve. Du reste, la fête a continué jusque dans les coulisses voire à la sortie du théâtre, où une jonction s'est opérée avec l'arrivée de certaines d'autres femmes, en défilé sur le boulevard Amirouche. Cette sortie en apothéose traduit en fait l'enthousiasme et l'impact de ce festival sur la gente féminine et surtout sa réussite. Durant quatre jours, le public a eu un droit à une animation aussi éclectique que riche, notamment au plan artistique, où les organisateurs ont fait mouche, en alternant les anciennes et les nouvelles stars, en donnant l'occasion aux débutantes de briller et de faire valoir leurs talents ou d'offrir d'agréables surprises, comme ce

fut le cas pour Nada Rayhan, portée jusque-là par un registre oriental et qui s'est révélée une voix sublime en kabyle. Mais ce n'est pas tout. Le public par les hommages rendus à titre posthume à des vedettes dont feu Djamilia, disparue en octobre dernier et le petit Maatoub (Hakim Rahmouni) ou des artistes en devenir mais dont les voix se sont tues, à l'instar de Farid Ben Ahmed, Said Alioui et Abderazek Ghozlane s'en est délecté, en replongeant dans leurs répertoires respectifs, d'autant que la célébration de leur mémoire a été répliquée dans les autres villes de la wilaya, notamment El-Kseur, Amizour et Tazmalt où le festival a également voyagé. La manifestation, organisée en guise de rattrapage

de la session non tenue en 2019, a donné d'autres motifs d'attraits, se distinguant notamment par l'organisation d'une série d'expositions sur la culture, la musique et l'artisanat kabyles ainsi qu'une succession de conférences. Une cérémonie symbolique a été observée dans la foulée pour récompenser les lauréats de cette édition. En fait, ceux-ci étaient connus dès novembre dernier, où leur sélection a été faite précocement pour permettre à la wilaya de Béjaïa de prendre part au Festival de la chanson amazighe de Tamanrasset, programmé en décembre 2019. C'est ce qui fut fait. Cette nouvelle occasion de rattrapage a constitué une opportunité de les représenter au grand public.

M. K.

## AGEND'ART

### Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 13 mars : Exposition collective de peinture par les artistes de l'atelier Mira Naporowska (25 artistes peintres femmes).

### Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth)

Jusqu'au 15 mars : Exposition collective de peinture «Lumières d'Algérie», avec les artistes Mayuka Wakai (Japon), Moncef Guida, Abdelhadi Talbi, Hachemi Ameer, Djazia Cherrih, Mejda Ben, Ahmed Chihabi, Ilyes Belkaïd, Sofiane Dey, Amel Dekar, Salah-Eddine Lalaoui, Nouicer Nedjim, Zoulikha Rediza et Ahmed Zerib.



CAN-féminine de 2020

## L'EN achève son stage

LA SÉLECTION algérienne dames de football a achevé dimanche, au Centre technique de Sidi-Moussa (Alger), son stage en vue de la prochaine confrontation contre le Burkina Faso, prévue au début du mois d'avril dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2020), a indiqué la Fédération algérienne de la discipline (FAF). Le sélectionneur national Madjid Taleb a convoqué un effectif de 22 joueuses pour ce stage, dont 7 évoluant en France et parmi lesquelles 5 ont foulé les terrains du centre de Sidi-Moussa pour la première fois. Pendant ce stage, les coéquipières de Morgane Belkhitier s'étaient adonnées à un travail biquotidien, avec des séances de musculation le matin

et des séances technico-tactiques dans l'après-midi. «La sélection nationale a disputé également deux joutes amicales pendant ce stage. La première contre l'équipe de l'AS Sûreté Nationale et la seconde face à l'équipe des moins de 15 ans (garçons) du club de Sidi-Moussa», a fait savoir la FAF, sans préciser le résultat des rencontres. «Le premier objectif pour le staff technique national sera de renouveler la composante de la sélection nationale A en prévision des prochaines échéances, en constituant un nouveau noyau, surtout après le départ de plusieurs joueuses, dont certaines pièces maîtresses qui avaient contribué à qualifier l'Algérie à cinq phases finales de la CAN», selon la même source.

Éliminatoires Mondial U20 filles

## Les jeunes «Vertes» se préparent

LA SÉLECTION algérienne des moins de 20 ans (filles) de football effectue un stage bloqué de dimanche à mercredi au Centre technique de Sidi-Moussa (Alger) pour préparer le derby maghrébin qui l'opposera à son homologue marocaine le 20 mars à Rabat, dans le cadre du deuxième tour (aller) qualificatif pour la Coupe du monde de cette catégorie.

Le staff technique national a convoqué un effectif de 21 joueuses pour ce stage, dont 20 sont issues du championnat national, selon la Fédération algérienne de football (FAF). Avec sept joueuses sélectionnées, le club de l'ASE Alger-

Centre est le milieu représenté, devant la JF Khroub qui en compte cinq.

La 21<sup>e</sup> joueuse sélectionnée pour ce stage, en l'occurrence Lamia Saâdaoui, évolue dans le championnat de France. Elle est la première d'un groupe de joueuses évoluant en Hexagone et qui «viendront renforcer les rangs de la sélection nationale lors du prochain stage, prévu la mi-mars courant», a indiqué la FAF.

Le match retour de ce 2<sup>e</sup> tour des qualifications au prochain Mondial des U20 filles contre la sélection marocaine est prévu fin mars à Alger.

## Championnat d'Algérie de kung fu wushu Les athlètes de l'ASSN brillent

LES ATHLÈTES de l'AS Sûreté nationale (ASSN) se sont illustrés lors des épreuves du championnat d'Algérie de kung fu wushu qui se sont achevées samedi soir à la salle omnisports Alaouet-Tayeb de Tissemsilt. Cette compétition de deux jours a vu une domination des athlètes de l'ASSN en seniors, lesquels ont monopolisé pratiquement l'ensemble des podiums dans les deux spécialités sanda et taolu.

En juniors, le Mouloudia Alger-Centre est venu en tête, suivi en deuxième place par le club Dragon de Tissemsilt. Le niveau de cette édition du championnat d'Algérie a été qualifié dans l'ensemble d'«acceptable» par le directeur de la compétition, Becharef Mohamed.

Les finales, qui se sont étalées jusqu'à une heure tardive de la nuit de samedi, ont été mar-

quées par un niveau jugé «bon» par les techniciens qui restent optimistes quant à l'avenir de cette discipline sportive.

La 29<sup>e</sup> édition du championnat national, organisée par la ligue de wilaya en collaboration avec la Fédération algérienne de kung fu wushu, a enregistré la participation de 379 athlètes dont 166 juniors dans les deux spécialités sanda et taolu, issus de 127 clubs de 28 ligues de wilaya du pays.

Les lauréats de chaque catégorie ont été récompensés par des trophées et des médailles lors d'une cérémonie de clôture tenue en présence de membres de la Fédération algérienne de kung fu wushu et du représentant de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tissemsilt.

Coupe d'Algérie de volley-ball (messieurs - 1/4 de finale)

## Le tirage au sort aujourd'hui

LE TIRAGE au sort des quarts de finale de la Coupe d'Algérie de volley-ball (messieurs) sera effectué aujourd'hui (11h00) au siège de la Fédération algérienne de la discipline à Alger, a indiqué l'instance fédérale dimanche sur son

site officiel.

Les clubs qualifiés à l'issue des huitièmes de finale disputés vendredi sont : GS Pétroliers (tenant) - WA Tlemcen - NC Béjaïa - CRB Chlef - ES Sétif - ES Tadjananet - MB Béjaïa-PO Chlef - NR Bordj Bou Arréridj.

# Quarts de finale de la Coupe d'Algérie Le derby des Hauts-Plateaux à l'honneur

■ Les quarts de finale de la Coupe d'Algérie de football (seniors) débutent aujourd'hui avec un derby au sommet, celui des Hauts-Plateaux qui opposera le CA Bordj Bou Arréridj à l'Entente de Sétif.



Par Mahfoud M.

En effet, ce derby a été de tout temps très disputé entre deux formations voisines qui offrent un spectacle de qualité. Les Bordjiens qui avaient traversé une étape difficile se sont révoltés lors de la dernière journée de la Ligue 1 en venant à bout du MC Alger sur le score de (3/0). Les hommes de Dziri ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin et souhaitent aller loin dans cette compétition, même s'ils savent que la mission ne sera pas de tout repos face à cette équipe sétifienne. De son côté, l'Entente traverse une période faste sachant qu'elle est revenue en force en championnat et est sur le podium. L'Aigle

Noir se rendra en conquérant lors de ce cours déplacement et fera tout ce qui est en son pouvoir pour l'emporter et prendre option avant la manche retour qui aura lieu au stade du 8-Mai à Sétif. De son côté, l'US Biskra accueille le WA Boufarik qui avait surpris les formations du MCO et du MCA. Les gars de la ville des Zibans sont conscients du fait qu'ils ne doivent pas lâcher du lest et se donner à fond pour l'emporter et avec un score sécurisant avant la manche retour. Le Paradou AC qui a arraché son billet qualificatif difficilement, donnera la réplique à l'ASM Oran dans une rencontre qui s'annonce équilibrée. Il faut savoir que les Asémistes ont éliminé l'ASO Chlef et souhaitent en faire de même avec le PAC. Ce ne sera

pas facile en tout cas, surtout que les Algérois qui sortent d'un nul lors du derby face à l'USMA souhaitent se refaire une santé avec cette compétition populaire. Enfin, le dernier match opposera l'UMS Bel Abbès, un habitué des tours avancés ces dernières années, à l'A Boussaâda. Les gars de la Mekerra feront tout pour l'emporter et prendre option avant le match retour, sachant que la mission s'annonce difficile.

M. M.

**Le programme :**  
**Mardi 10 mars :**  
CABBA-ESS  
USB-WAB  
**Mercredi 11 mars :**  
PAC-ASMO  
USMBA-ABS

Equipe nationale

## Les blessés inquiètent Belmadi

Le coach national, Djamel Belmadi, semble très inquiet quant à l'avalanche de blessures qui a touché la sélection ces derniers jours. En effet, l'infirmier des Verts semble afficher complet à 18 jours de la première sortie des éliminatoires de la CAN 2021 pour cette année et le match face au Zimbabwe, dans le cadre de la 3<sup>e</sup> journée (Gr.H).

Pas plus tard que samedi soir, le milieu offensif de l'OGC Nice, Adam Ounas, a dû quitter le terrain avant terme, lors de la réception de l'AS Monaco (2-1), dans le cadre de la 28<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 française. L'ancien napolitain a senti une pointe au niveau de la cuisine, en attendant de passer des examens approfondis. Le milieu défensif d'Al-Gharafa (Div.1 qatarienne), Adlène Guedioura, sérieusement touché au genou, pourrait déclarer forfait pour le reste de la saison. Selon les médias locaux, Guedioura (34 ans) souffrait d'une rupture des ligaments croisés, ce qui serait synonyme d'une longue absence. Un véritable coup dur pour l'ancien joueur de Nottingham Forest (Div.2 anglaise), auteur de prestations de haute facture lors de la dernière CAN-2019, remportée par l'Algérie en Egypte. Toujours dans le Golfe, le défenseur central d'Al-Shabab (Div.1 saoudienne), Djamel Eddine Benlameri, l'un des tauliers de la défense algérienne, reste loin de la compétition depuis presque deux mois, en raison d'une blessure à la cheville droite. Selon la presse saoudienne, son retour aux entraînements est imminent. Même s'il n'entre plus dans les plans de la sélection, le milieu offensif Yassine Benzia, arrivé à Dijon FCO (Ligue 1/ France) lors du dernier mercato d'hiver, a contracté à la fin de février une blessure aux ischioles, nécessitant un mois de repos. L'attaquant de l'Olympiakos, Hilal Soudani, qui

commençait à retrouver ses sensations, s'est gravement blessé au genou lors d'un match du championnat de Grèce en février dernier. Une rupture des ligaments croisés qui met fin prématurément à la saison de l'ancien buteur du Dinamo Zagreb (Croatie). Enfin, un peu plus tôt durant la saison, le latéral droit de Nice, Youcef Atal (23 ans), avait été victime en décembre dernier d'une lésion méniscale. L'ancien joueur du Paradou AC, opéré dans la foulée avec succès, devrait retrouver la compétition en avril prochain. En dépit de ces blessures en cascade, le sélectionneur national Djamel Belmadi aura l'embaras du choix pour composer sa prochaine liste de joueurs, appelés à affronter le Zimbabwe dans l'objectif de sceller la qualification à la prochaine phase finale de la CAN-2021 au Cameroun.

Racim S.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Du 19 au 23 mars Tlemcen

## 3<sup>e</sup> salon local de la mariée

UNE TRENTAINE d'exposants prendront part au 3<sup>e</sup> salon local de la mariée, prévu du 19 au 23 mars en cours à Tlemcen, a-t-on appris lundi des organisateurs. Organisé par l'entreprise économique privée «Luxeria», basée à Tlemcen, spécialisée en manifestations culturelles, ce salon verra la participation des opérateurs activant dans la vente des produits destinés à la mariée, d'organisation des fêtes et mariages, a souligné la chargée du service commercial de cette entreprise, Djazia Hadjri. Placé sous le slogan «Mektoub», ce salon, abrité par le Palais des arts et expositions de Tlemcen, sera une opportunité pour exposer les différents produits de la mariée, dont les vêtements traditionnels, prêt-à-porter, tissus, couvertures, joaillerie, gâteaux et décors.

La 3<sup>e</sup> édition du salon local de la mariée prévoit également des offres exceptionnelles et des promotions en faveur des clients au titre de l'année 2020, avec la programmation des soirées

artistiques animées par des artistes et troupes locaux, des défilés de mode et des «designers» locaux. En marge de ce salon, un concours national «Took west» en art culinaire sera organisé trois jours durant, permettant aux participants de préparer des gâteaux modernes et traditionnels mais aussi des salés, dont les trois lauréats seront récompensés par des diplômes, leur permettant de participer aux concours internationaux de gastronomie.

M<sup>me</sup> Hadjri a ajouté qu'un jury composé de professionnels de l'art culinaire tels que Mme Rezki et d'autres supervisera ce concours, notant qu'un site web a été ouvert pour s'inscrire à ce concours, et qu'environ 30 formulaires ont été déjà remplis par des personnes désirant y participer. La manifestation permettra aux futures dulcinées d'acquiescer des produits liés à la mariée à des prix compétitifs et de bénéficier des offres, merchandises et idées nouvelles.

Fatah B.

## Iran/A la suite d'une rumeur de guérison du coronavirus

### 27 morts intoxiqués après avoir bu de l'alcool frelaté



VINGT-SEPT personnes sont mortes intoxiquées après avoir bu de l'alcool frelaté en Iran à la suite d'une rumeur selon laquelle les boissons alcooliques aideraient à guérir du coronavirus, a rapporté lundi l'agence officielle iranienne Irna. Avec un bilan officiel de 237 morts lundi, l'Iran est l'un des principaux pays touchés par la maladie Covid-19 après la Chine et l'Italie. La consommation et la vente d'alcool sont interdites en République islamique d'Iran, mais les médias locaux font régulièrement état d'intoxications mortelles avec de l'alcool de contrebande. Selon Irna, 20 personnes sont mortes empoisonnées dans la province du Khouzestan (Sud-Ouest), et sept dans celle d'Alborz, voisine de Téhéran. Irna ajoute, citant un responsable hospitalier local, que 218 personnes ont été hos-

pitalisées à Ahvaz, capitale du Khouzestan, à la suite de cette intoxication. Les consommateurs ont cru «des rumeurs selon lesquelles la consommation d'alcool peut être efficace dans le traitement (des maladies liées au) coronavirus», écrit l'agence en citant ce responsable. L'agence cite aussi le procureur adjoint d'Alborz, selon lequel les personnes décédées avaient absorbé du méthanol après avoir été «induites en erreur par des publications sur Internet» relatives au rôle censément bénéfique de l'alcool contre le coronavirus. Selon Irna, le nouveau coronavirus a fait 16 morts au Khouzestan. D'après les derniers chiffres officiels, plus de 7 000 personnes ont été contaminées par le virus en Chine, foyer de l'épidémie.

R. I.



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Affaires de montage automobile et financement occulte de la campagne électorale

### Poursuite du procès au 7<sup>e</sup> jour à la cour d'Alger

■ La première chambre pénale près la cour d'Alger a repris, lundi, l'audience au septième jour du procès en appel des accusés impliqués dans les deux affaires relatives au montage automobile et au financement occulte de la campagne électorale pour la présidentielle d'avril 2019.

Par Slim O.

L'audience a débuté, après une heure de retard, en raison de la comparution d'un nombre d'accusés devant le procureur de la République au tribunal de Sidi M'hamed, dans le cadre d'une instruction ouverte dans d'autres affaires de corruption, a-t-on appris auprès du collectif de défense des accusés. Le collectif de défense de l'homme d'affaires, Mazouz Ahmed a entamé sa plaidoirie en faveur de son mandant, en récusant les accusations retenues contre lui pour lesquelles il a été condamné à sept ans de prison ferme assortis d'une amende, à savoir: blanchiment d'argent, influence des agents de l'Etat et financement occulte de la campagne électorale. La cour avait entendu, dimanche, les plaidoiries de la défense, en l'occurrence, les avocats d'un nombre d'accusés, dont le président-directeur général (P-dg) de la Banque nationale d'Algérie (BNA), Achour Aboud, d'anciens cadres du ministère de l'Industrie et des Mines, Hassiba Mokraoui, Tera Amine, Abdelkrim Mustapha, le directeur de la promotion de l'investissement au même ministère, Agadir Omar et l'homme d'affaires Hassan Larbaoui, ainsi que la défense de l'accusé Fares Sellal, plaçant tous la relaxe pour leurs mandants. Le procureur général près la cour d'Alger avait requis, jeudi dernier, des peines de 20 ans de prison ferme à l'encontre des deux anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, et de 15 ans de prison ferme à l'encontre des deux ministres de l'Industrie, Youcef



Yousfi et Mahdjoub Bedda, outre une peine de 10 ans de prison ferme à l'encontre des anciens ministres, Abdelghani Zaalane et Nouria Yamina Zerhouni et des hommes d'affaires Mohamed Bairi, Ahmed Maazouz, Ali Haddad et Hadj Malik Said. Une peine de huit ans de prison ferme a été également requise à l'encontre de Aboud Achour (ancien directeur de la BNA), et des hommes d'affaires Hassane Larbaoui et Farès Sellal, fils de l'ancien Premier ministre, et d'anciens cadres au ministère de l'Industrie, Hassiba Mokraoui et Tira Amine. Le procureur général a requis cinq ans de prison à l'encontre de Chaid Hamoud, trésorier de la campagne électorale de l'ancien Président Bouteflika, et trois ans pour les frères Semmai. Il s'agit également d'amendes allant de 1 à 3 millions de dinars avec confiscation de tous leurs biens. Pour rappel, ce procès intervient suite à l'appel interjeté par le parquet et le collectif de défense contre le verdict prononcé, le 10 décembre 2019, par le tribunal de Sidi M'hamed, condamnant, notamment l'ancien ministre de

l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb à une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende avec émission d'un mandat d'arrêt international et l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia à une peine de 15 ans de prison ferme avec confiscation de tous ses biens. L'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal a écopé d'une peine de 12 ans de prison ferme et les anciens ministres de l'Industrie Youcef Yousfi et Mahdjoub Bedda d'une peine de 10 ans de prison ferme. Ont été condamnés également l'ancien ministre Nouria Yamina Zerhouni à une peine de 5 ans de prison ferme, les hommes d'affaires Ahmed Mazouz à une peine de 7 ans de prison ferme avec confiscation des fonds saisis, Hassan Larbaoui à une peine de 6 ans de prison ferme avec confiscation des fonds saisis, et Mohamed Bairi à une peine de 3 ans de prison ferme. Le fils de l'ancien Premier ministre, Fares Sellal a été condamné, quant à lui, à une peine de 3 ans de prison ferme.

S. O./APS